

Europe, il est minuit moins une

Les élections de juin 2024 sont capitales, elles sont peut-être la dernière chance pour sauver l'UE. Ne laissons pas le discours de la rupture aux extrêmes, utilisons ces élections pour un changement en profondeur.

LA
CHRONIQUE
d'André
Loesekrug-Pietri



Depuis vingt ans, l'Europe et les Etats européens ont décroché, et l'échec est patent : le PIB par habitant est 30 % en dessous du PIB américain, 50 % de moins qu'en Suisse. La promesse d'un continent qui protège ses concitoyens de la guerre a volé en éclats.

L'influence européenne est en retrait partout, de l'Asie à l'Afrique au Moyen-Orient. Les sociétés sont toutes fracturées, symbolisées par des coalitions de plus en plus inefficaces comme en Allemagne, les extrêmes au pouvoir aux Pays-Bas ou en Italie, des décisions suicidaires au Royaume-Uni ou le délite des partis comme en France.

Pétrifiée par la perspective d'une nouvelle présidence Trump, l'Europe se rend compte qu'elle n'est pas capable de se défendre seule. Dans un siècle dominé par la technologie, le désastre est généralisé avec une seule entreprise comme Microsoft valant plus que tout le CAC 40 réuni, et une domination américaine et chinoise quasi totale sur l'espace, les semi-conducteurs, la biologie de synthèse, les drones ou l'intelligence artificielle.

Les élections européennes de juin 2024 sont, à ce titre, capitales. Non que le Parlement ait une influence considérable, mais parce que c'est le seul moment où l'on peut s'interroger sur le fonctionnement de l'UE.

L'illusion du marché unique

Or, au vu de son bilan, l'Europe doit radicalement se transformer. Tous les responsables en conviennent *mezzo voce*, mais la peur d'être qualifié d'euroseptique nous entraîne dans un statu quo mortifère. Il y a quelque chose de pourri au royaume de Bruxelles et dans les Etats membres, ayons le courage de l'affirmer haut et fort. Ne laissons pas le discours de la rupture aux extrêmes, utilisons ces élections pour un changement en profondeur.

L'Europe et les Etats européens ne comprennent plus le monde, sur le fond comme sur la forme. Ils sont devenus le continent de la surprise stratégique, surpris par la pandémie, par l'émergence de la Chine, par l'IRA américain pour notre

industrie, par ChatGPT, par la guerre en Ukraine, par la dépendance au gaz russe, faisant monter les extrêmes qui soulignent l'impuissance des élites.

L'illusion du marché unique – qui n'existe pas dans tous les domaines d'avenir – empêche les effets d'échelle sur les marchés des capitaux, la santé, l'énergie, le digital. Cela nous empêche de faire des grands paris clés pour créer le monde de demain et ne pas se voir imposer innovations et normes créées par d'autres comme dans l'IA, les batteries ou l'espace.

Notre conception dépassée de la concurrence oublie que ce sont l'accès aux talents et les effets d'échelle, et non les parts de marché actuelles, qui sont décisifs. Notre obsession du libre-échange oublie de constituer en même temps les amortisseurs pour les perdants de ces accords, et nous condamne à des rétro-pédalages honteux comme sur le Mercosur ou... l'Australie.

La peur d'être qualifié d'euroseptique nous entraîne dans un statu quo mortifère.

Le Green Deal pensé de manière abstraite se transforme en grand plan de désindustrialisation européenne et d'achat chinois, que ce soit sur les terres rares des éoliennes offshore, les panneaux solaires ou les véhicules électriques. La naïveté et l'absence de réflexion stratégique sont sidérantes, et les conséquences sont dramatiques pour l'industrie et l'emploi européen, créant un rejet général des politiques environnementales et agricoles.

La bureaucratization de toutes les politiques, de la R&D aux mécanismes d'ajustement carbone, en passant par la réponse à l'IRA ou aux routes de la soie, aboutissent à un saupoudrage généralisé, à privilégier le processus aux résultats, et à dilapider dans nombre de cas l'argent public sans impact réel sur les citoyens ou notre position stratégique.

Sur la forme, les Européens n'ont pas encore intégré que la rapidité de mise en œuvre est aussi importante que les moyens alloués. Ils se bercent à leurs propres illusions : les objectifs climatiques deviennent inatteignables, le discours moralisant agace, la parole politique est abimée quand on ne produit qu'une partie des munitions promises à l'Ukraine ou que seul un quart de la gi-

gantesque somme de 750 milliards d'euros mobilisée il y a... quatre ans pour le Covid a été effectivement investie. Une démonstration flagrante de l'incapacité de mettre en œuvre des Européens. Et on parle de fonds supplémentaires !

Un projet politique fort

Comme à Constantinople, on débat du sexe des anges quand les périls stratégiques et économiques sont à nos portes. Or l'environnement et le climat, la protection de nos sociétés et de nos modes de vie, réinventer l'éducation et la participation démocratique au siècle numérique, construire une société innovante et juste à la fois – sont autant d'occasions pour un projet politique fort qui inspire nos concitoyens.

Ces élections européennes sont capitales car il est minuit moins une. L'UE n'existera probablement plus si nous ne la changeons pas radicalement dans les six prochaines années. Il nous reste un atout majeur, c'est la puissance de la démocratie. La machine à fabriquer du consensus s'est certes légèrement enrayée mais peut être décisive dans ce moment complexe où la diversité des perspectives européennes est une force face aux idéologies rigides des pays autoritaires.

Les traités doivent changer, les institutions aussi, mais cela prendra du temps. Ces élections vont être terriblement traditionnelles dans leur mode opératoire alors qu'on aurait pu utiliser les nouvelles technologies pour mieux communiquer, créer un espace politique européen, se rapprocher des initiatives populaires.

Il est cependant encore temps que les hommes et les femmes que nous porterons au Parlement soient différents aussi. Ce sont ceux-là que les partis, et surtout nous tous comme citoyens, doivent choisir : moins dans le discours, plus dans l'action. Fins connaisseurs des pays européens comme de nos terroirs. Plus stratégiques et compétents scientifiquement. Capable de rassembler, mais aussi de tracer une voix claire et d'expliquer à l'ensemble de nos concitoyens les enjeux et les chemins pour y parvenir. Ne ratons pas cette dernière chance de sauver l'Europe.

André Loesekrug-Pietri est président et directeur scientifique de la Joint European Disruptive Initiative (Jedi), l'initiative européenne pour l'innovation de rupture.